

# CCAS DE MOUTIERS-LES-MAUXFAITS

## EHPAD L'ERMITAGE

DÉPARTEMENT DE VENDÉE

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATION DE SERVICES EN ASSURANCE

### CAHIER DES CHARGES

#### LOT N° 3 – PROTECTION JURIDIQUE ET RISQUES ANNEXES

En complément et par dérogation éventuelle aux dispositions moins favorables des Conditions Générales, Conventions Spéciales et en général de toutes les pièces émises par l'Assureur, il est expressément convenu ce qui suit :

SOUSCRIPTEUR	CCAS DE MOUTIERS-LES-MAUXFAITS EHPAD L'ERMITAGE 7 rue de l'Ermitage 85540 MOUTIERS-LES-MAUXFAITS
ASSURÉ	CCAS DE MOUTIERS-LES-MAUXFAITS Agissant tant pour son compte que pour le compte de qui il appartiendra
DATE ET HEURE D'EFFET	01 janvier 2025 à 0h00
ÉCHÉANCE ANNUELLE	01/01
FRACTIONNEMENT DE PAIEMENT	annuel
DURÉE ET PREAVIS	4 ans - Terme du marché : 31/12/2028 à minuit avec possibilité de résiliation à chaque échéance principale moyennant préavis de 6 mois pour chacune des parties.
INDICE DE RÉFÉRENCE UTILISÉ	Indice FFB (Fédération Française du Bâtiment)

Sous le contrôle de l'ACPR - Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution – 4 place de Budapest - CS 92459 - 75436 Paris Cedex 09

Le présent document, produit par **riskomnium sas**<sup>®</sup>, est protégé par les dispositions du Code de la propriété intellectuelle et notamment celles des articles L. 111-1 et suivants.

Il est par conséquent interdit, sauf à commettre des actes de contrefaçon, de l'exploiter, de le divulguer à des tiers, de l'utiliser pour tout autre marché que celui constituant l'objet du contrat dont il découle, sans avoir obtenu préalablement l'accord de son propriétaire.

## SOMMAIRE

### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### CHAPITRE 1 : LES MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT DU CONTRAT

#### CHAPITRE 2 : LES DÉFINITIONS DES TERMES DU CONTRAT

#### CHAPITRE 3 : LES GARANTIES

#### CHAPITRE 4 : LES EXCLUSIONS

#### CHAPITRE 5 : LE FONCTIONNEMENT DE LA GARANTIE

#### CHAPITRE 6 : LA DÉCLARATION DE SINISTRE

### CONDITIONS PARTICULIÈRES

#### CHAPITRE 1 : L'OBJET DE LA GARANTIE

#### CHAPITRE 2 : LES BÉNÉFICIAIRES DE LA GARANTIE

#### CHAPITRE 3 : LES ÉLÉMENTS DE TARIFICATION

#### CHAPITRE 4 : LES MONTANTS GARANTIS, LES SEUILS D'INTERVENTION

#### CHAPITRE 5 : LES DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

#### CHAPITRE 6 : LES ANTÉCÉDENTS

## ANNEXES

# DISPOSITIONS GÉNÉRALES

## CHAPITRE 1 : LES MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT DU CONTRAT

### ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC

Se référer à la page 1 du présent document.

### ARTICLE 2 – OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet de garantir l'Assuré dans le cadre de sa PROTECTION JURIDIQUE PERSONNE MORALE et de la PROTECTION FONCTIONNELLE DES ÉLUS ET DES AGENTS.

PROTECTION JURIDIQUE PERSONNE MORALE : en cas de litige ou en prévention à un litige (en demande comme en défense), le contrat a pour objet d'assister l'Assuré en vue de la recherche d'une solution amiable et, lorsque la situation nécessite que l'affaire soit portée devant les tribunaux, de prendre en charge les frais de déplacements et honoraires d'avocats, d'auxiliaires de justice et/ou d'experts dans le cadre des procédures correspondantes.

PROTECTION FONCTIONNELLE (DÉFENSE PÉNALE DES ÉLUS ET DES AGENTS) : le contrat a pour objet de prendre en charge la défense pénale de tous élus et/ou agents de l'Assuré dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions, lorsqu'ils sont poursuivis en qualité d'auteur d'une infraction pénale non intentionnelle n'ayant pas le caractère d'une faute personnelle détachable du service, et, pour les communes exclusivement, l'assistance psychologique et les coûts résultant de l'obligation de protection du maire et de l'élu suppléant ou ayant reçu délégation, en cas de situation de crise, imposés par l'article 104 de la Loi n° 2019 - 1461 du 27 décembre 2019.

Le cas échéant, notamment dans l'hypothèse d'une évolution législative et/ou réglementaire, cette dernière disposition sera applicable à l'assuré.

### ARTICLE 3 – DATE D'EFFET – DURÉE - RÉILIATION

Se référer à la page 1 du présent document.

### ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents constitutifs du marché contractuels sont énumérés ci-dessous **par ordre de priorité décroissante**, dont seuls les originaux figurant aux archives de l'Assuré (Pouvoir Adjudicateur) font foi :

#### 4.1 – Documents particuliers

1 - L'acte d'engagement (accompagné s'il y a lieu d'une annexe précisant de façon exhaustive les réserves aux spécifications du cahier des charges) complété par son annexe « engagement de gestion » et son « récépissé de réception du dossier de consultation ».

2 - Le cahier des charges (pour acceptation avec ou sans réserve)

3 - La présentation générale de l'Assuré (éléments d'appréciation des risques)

4 - Toutes autres pièces considérées comme nécessaires par le candidat au jugement de son offre

#### 4.2 – Documents généraux

1 - Le Code des Assurances

2 - Le Code de la Commande Publique

## ARTICLE 5 – MODIFICATION CONTRAT

Le présent contrat ne peut être modifié que par avenant signé par chacune des parties contractantes, sous réserve du respect des dispositions édictées par les articles L2194-1 et R2194-1 à R2194-4 du Code de la Commande Publique.

## ARTICLE 6 – PRIX - RÉVISION DES COTISATIONS

Les prix sont exprimés en euros, hors taxes et toutes taxes comprises (frais accessoires inclus) en application des dispositions contractuelles suivantes :

### 6.1 – Garantie de base

- Protection juridique Personne Morale : cotisation par habitant x nombre d'habitants ou cotisation forfaitaire
- Protection fonctionnelle – Défense pénale des agents et des élus : cotisation par personne x (nombre d'agents + nombre d'élus) ou cotisation forfaitaire

### 6.2 – Révisions des cotisations

Les cotisations évolueront une fois par année d'assurance à chaque date d'échéance principale du contrat, proportionnellement :

↳ **Protection juridique Personne Morale** : à la variation de l'indice de référence mentionné par le candidat dans son acte d'engagement, selon la formule suivante :

Cotisation annuelle HT = cotisation HT année N-1 x (indice de référence année N / indice de référence année N-1)

↳ **Protection fonctionnelle – Défense pénale des agents et des élus** : à la variation de l'indice de référence mentionné par le candidat dans son acte d'engagement, selon la formule suivante :

Cotisation annuelle HT = cotisation HT année N-1 x (indice de référence année N / indice de référence année N-1)

Une décomposition du montant du prix par catégorie de garantie sera **impérativement** annexée à chaque appel de cotisation et mentionnera :

↳ la variation de l'indice de référence (valeurs des indices N et N – 1)

Dans l'hypothèse où l'augmentation de cotisations est supérieure aux dispositions contractuelles de révision ainsi définies, l'Assuré a la possibilité de dénoncer le contrat dans un délai de 30 jours à partir de la date de réception de son appel de cotisation. La résiliation prend alors effet 120 jours après sa demande, la date d'envoi faisant foi (la résiliation doit être adressée à l'Assureur par lettre recommandée avec avis de réception).

L'Assuré doit alors payer la portion de cotisation calculée à l'ancien tarif, au prorata de la période pendant laquelle les risques ont continué à être garantis.

## ARTICLE 7 – INDEXATION DES GARANTIES ET DES FRANCHISES

Les montants de garanties et des franchises évolueront proportionnellement à la variation de l'indice F.F.B. (Fédération Française du Bâtiment).

## ARTICLE 8 – MODALITÉS DE PAIEMENT

Le mode de règlement choisi par l'Assuré est le mandat administratif.

Modalités essentielles de financement : le présent marché sera financé par les ressources propres du budget de la collectivité.

Les paiements des cotisations afférentes au présent marché seront régularisés dans les formes et délais prescrits par les règlements administratifs en vigueur.

À défaut et en application du **décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018**, le titulaire du marché pourra prétendre au versement d'intérêts moratoires.

Pour le calcul des intérêts moratoires, il est fait application du taux directeur (en vigueur au 1<sup>er</sup> jour du semestre en cours) de la Banque Centrale Européenne (BCE) augmenté de 8 points de pourcentage et majoré de 40 euros pour frais de recouvrement.

L'Assureur renonce toutefois à suspendre ses garanties ou à résilier le contrat si le retard de paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités administratives, y compris le vote des dépenses.

## ARTICLE 9 – COASSURANCE

Les offres sous forme de coassurance sont admises.

## ARTICLE 10 – DÉCLARATION DE SINISTRE

L'Assuré s'engage à déclarer à l'Assureur tout sinistre dans les délais suivants :

- 10 jours ouvrés à partir du moment où l'Assuré en a eu connaissance

**Tout retard dans la déclaration de sinistres ou dans la transmission des pièces ne pourra impliquer qu'une réduction de l'indemnité à laquelle l'Assuré peut prétendre et dans la limite du préjudice subi et prouvé par l'Assureur en raison de ce retard. L'Assuré est dispensé de déclarer à l'Assureur les sinistres dont il ne réclame pas l'indemnisation.**

**Dans tous les cas, il appartiendra à l'Assuré :**

- ↳ d'informer l'Assureur lors de la déclaration de sinistre, où en cas d'impossibilité lors d'une déclaration ultérieure faite dans les plus brefs délais : la date et les circonstances du sinistre, la nature et le montant approximatif des dommages, les garanties souscrites sur les mêmes risques auprès d'autres assureurs,
- ↳ communiquer, sur simple demande de l'Assureur et dans les plus brefs délais, tous autres documents nécessaires
- ↳ transmettre à l'Assureur, dès réception, tout avis, lettres, convocations, assignations, actes extra-judiciaires et pièces de procédure qui seraient adressés, remis ou signifiés à lui-même ou à ses préposés

**L'Assureur s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour instruire les dossiers de sinistre et pour transmettre le règlement des indemnités dues à l'Assuré, dans les meilleurs délais, en application des dispositions de l'annexe « ENGAGEMENT DE GESTION » associée à l'acte d'engagement.**

## ARTICLE 11 – DÉLAI DE PAIEMENT DES INDEMNITÉS

Le paiement des remboursements d'honoraires du conseil choisi par l'Assuré est effectué dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de présentation de la facture. Ce délai ne court, en cas d'opposition de paiement, que du jour de la mainlevée. À défaut du respect par l'Assureur du délai de paiement des indemnités mentionné ci-dessus, des pénalités de retard seront dues à l'Assuré à compter du 31<sup>ème</sup> jour. Les indemnités de retard seront calculées selon le principe du calcul des intérêts moratoires.

## ARTICLE 12 – LITIGES

Préalablement à tout recours juridictionnel, en cas de litige non résolu entre l'Assuré et le titulaire du marché, le Comité Consultatif de Règlement Amiable des Litiges, pourra être saisi, soit par le représentant légal de l'Assuré, soit par le titulaire marché.

## ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire et/ou son intermédiaire est tenu à la plus stricte confidentialité quant aux informations relatives à l'Assuré et auxquelles il aurait accès.

## ARTICLE 14 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER

L'unité de compte du marché est l'euro.

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance relative à ce contrat doivent être rédigés par écrit, en caractères apparents, en français.

Il est demandé au candidat de fournir l'agrément l'autorisant à exercer en France. Ces preuves doivent être fournies en photocopies accompagnées d'une traduction garantie réelle et conforme.

## ARTICLE 15 – DISPOSITIONS DIVERSES

### 14.1- Étendue de la garantie dans le temps

Les garanties sont acquises sans délai de carence pour tout litige survenu entre la prise d'effet et l'expiration du contrat, y compris les litiges dont l'origine est antérieure à la prise d'effet du contrat si l'Assuré établit qu'il était dans l'impossibilité d'en avoir connaissance à cette date. L'origine du litige étant définie par la date à laquelle les parties entrent en conflit et non par le fait générateur qui les oppose.

### 14.2 - Territorialité

Les garanties sont acquises pour tout litige relevant de la compétence de l'une des juridictions des pays suivants :

- France métropolitaine, départements et collectivités d'Outre-mer,
- Autres pays membres de l'Union Européenne, Andorre, Liechtenstein, Monaco, Saint-Marin, Suisse, Vatican,
- Autres pays du monde entier à l'occasion d'un séjour n'excédant pas 3 mois

**Le présent contrat est régi par le Code des Assurances, y compris les dispositions impératives applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.**



## CHAPITRE 2 : LES DÉFINITIONS DES TERMES DU CONTRAT

### **Assurance Protection Juridique :**

Elle est définie à l'article. L127-1 du Code des Assurances : « Est une opération d'assurance de protection juridique toute opération consistant, moyennant le paiement d'une prime ou d'une cotisation préalablement convenue, à prendre en charge des frais de procédure ou à fournir des services découlant de la couverture d'assurance, en cas de différend ou de litige opposant l'Assuré à un tiers, en vue notamment de défendre ou représenter en demande l'Assuré dans une procédure civile, pénale, administrative ou autre ou contre une réclamation dont il est l'objet ou d'obtenir réparation à l'amiable du dommage subi. »

### **Souscripteur :**

La Collectivité Territoriale ou E.P.C.I. (Établissement Public de Coopération Intercommunale) désigné aux Conditions Particulières.

### **Assurés – Bénéficiaires de la garantie Protection Juridique de la Collectivité :**

La Collectivité Territoriale ou l'EPCI. (Établissement Public de Coopération Intercommunale) désigné aux Conditions Particulières, dans le cadre des compétences liées à son statut.

### **Assurés – Bénéficiaires de la garantie Protection Juridique des agents et des élus :**

Les agents, personnels salariés de droit public ou de droits privés, dans le cadre de leurs fonctions, missions ou délégations pour le compte de la Collectivité ou de l'Établissement Public désigné aux Conditions Particulières.

Les élus suivants : Maire et élus suppléants ou bénéficiaires d'une délégation pour une commune, Président et vice-président ayant reçu délégation pour un EPCI.

Les parents (conjoint, enfants, ascendants directs) des agents ou des élus, lorsque, du fait des fonctions de ces derniers, ils sont victimes de menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages, pour la garantie de recours.

Par extension, un ancien agent ou ancien élu bénéficie de la qualité d'Assuré, si les faits constitutifs du litige sont survenus alors qu'il était préposé du souscripteur.

### **Litiges :**

#### **Protection Juridique de la Collectivité :**

Différend, désaccord ou contestation d'un droit dont le caractère préjudiciable ou répréhensible est susceptible de motiver une réclamation ou des poursuites opposant l'Assuré à un tiers identifié.

#### **Protection Fonctionnelle des élus et des agents :**

↳ Défense Pénale : pour tout acte de mise en cause d'un élu ou d'un agent devant une juridiction pénale ou dans le cadre d'une instruction pénale (dépôt de plainte avec constitution de partie civile, citation directe, mise en examen...).

↳ Recours : tout dommage résultant de menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages à l'encontre d'un Assuré.

### **Tiers**

Toute personne identifiée, physique ou morale, qui n'a pas la qualité d'Assuré au sens du présent contrat.

## CHAPITRE 3 : LES GARANTIES

### LA PROTECTION JURIDIQUE DE LA COLLECTIVITÉ

L'Assureur intervient tant en demande qu'en défense pour garantir l'ensemble des litiges relevant de toutes les branches du droit dans le cadre des compétences et attributions dévolues à l'Assuré par les textes en vigueur, à l'exclusion des litiges et/ou frais limitativement énumérés à l'article 4 ci-après.

### LA PROTECTION FONCTIONNELLE DES AGENTS ET DES ÉLUS

L'Assureur, intervenant tant en demande qu'en défense, garantit par référence à l'article 11 de la Loi n° 83-634 du 13/07/1983, modifié par la Loi n°2021-1109 du 24/08/2021, l'article 10 de la Loi n° 2000-647 du 10/07/2000 et l'article 112 de la loi n° 2003-239 du 18/03/2003 et, pour les communes exclusivement, l'article 104 de la Loi n°2019-1461 du 27/12/2019.

- ↳ la défense pénale des agents ou des élus de la Collectivité Territoriale ou de l'Établissement Public désigné aux Conditions Particulières, dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions ou de leurs mandats, lorsqu'ils sont poursuivis en qualité d'auteur, de co-auteur ou de complice d'une infraction pénale non intentionnelle, résultant d'une maladresse, d'une imprudence, d'une négligence ou inattention, d'une méconnaissance ou inobservation des lois et règlements, d'un manque de précaution ou d'une abstention fautive, n'ayant pas le caractère d'une faute personnelle détachable du service.
- ↳ le paiement par l'Assureur, des frais de protection pour les agents et les élus, pour les parents des agents ou des élus, lorsque, du fait des fonctions de ces derniers, ils sont victimes de menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages.
- ↳ les recours exercés contre un tiers, auteur de menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrage à l'encontre d'un Assuré.
- ↳ le conseil juridique, l'assistance psychologique et les coûts résultant de l'obligation de protection à l'égard du maire et de l'élu suppléant ou ayant reçu une délégation, ou un de ces élus ayant cessé ses fonctions.

## CHAPITRE 4 : LES EXCLUSIONS

### Sont exclus :

- ↳ les litiges antérieurs à la prise d'effet du contrat, sauf si l'Assuré établit qu'il était dans l'impossibilité d'en avoir connaissance à cette date.
- ↳ les fautes intentionnelles commises par l'Assuré, prouvées et caractérisées par l'intention de nuire avec conscience des conséquences de son acte,
- ↳ les litiges résultant d'une faute personnelle de l'Assuré, détachable de l'exercice de ses fonctions,
- ↳ les litiges consécutifs à un crime, à un délit ou à une rixe, commis par l'Assuré ou avec sa complicité, à l'exception du cas de légitime défense,
- ↳ les litiges relatifs à l'expression d'opinions politiques, syndicales ou à des conflits collectifs du travail,
- ↳ les litiges de nature fiscale ou douanière,
- ↳ les litiges relatifs au droit des marques et des brevets,
- ↳ les litiges portant sur le recouvrement de créances,
- ↳ les litiges portant sur le cautionnement,
- ↳ les litiges afférents aux droits de succession et aux legs,
- ↳ les litiges consécutifs aux accidents de la circulation et aux infractions au Code de la Route impliquant un véhicule dont l'Assuré a la propriété ou l'usage habituel,
- ↳ les litiges relevant d'assurances obligatoires à la charge de l'Assuré ou garantis au titre d'une clause de défense-recours d'un contrat d'assurance responsabilité civile ou d'assurance de dommages,
- ↳ les litiges consécutifs au non-paiement par l'Assuré de sommes dont le montant et l'exigibilité ne sont pas sérieusement contestables,
- ↳ les litiges nés de la guerre civile ou étrangère, d'actes de terrorisme ou de sabotage ; cependant, les litiges consécutifs à des émeutes ou mouvements populaires sont garantis si les représentants de l'Assuré n'y ont pris aucune participation,
- ↳ les litiges relevant de la Cour d'assises,
- ↳ les litiges relevant des responsabilités édictées par les articles 1792 à 1792-6 du Code Civil,
- ↳ les litiges concernant l'assurance de dommages visée à l'article L.242 du Code des Assurances,
- ↳ les litiges relevant du contentieux électoral,
- ↳ les litiges opposant l'Assuré à son Assureur sauf lors de l'application de la clause arbitrage ou conflit d'intérêt.

## CHAPITRE 5 : LE FONCTIONNEMENT DE LA GARANTIE

### 5.1 – En prévention de tout litige

- ↳ L'Assureur délivrera à l'Assuré toutes informations juridiques se rapportant aux domaines de droit garantis par le présent contrat et sur les mesures nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts.

### 5.2 – En cas de litige

L'Assureur s'engage pour tous les litiges dont le fait générateur est déterminé entre la date de prise d'effet du contrat et sa date de résiliation et déclaré à l'Assureur dans un délai maximum de 12 mois après la date de résiliation du contrat :

- à assister l'Assuré, par tous avis, conseils et intervention auprès de la partie adverse, nécessaires à la recherche d'une solution amiable conforme à ses intérêts.
- en l'absence d'accord amiable, à assister et permettre à l'Assuré de faire valoir ses droits devant toutes juridictions compétentes, à prendre en charge les frais de procédure et les honoraires des intervenants.
- à l'issue du procès, à assurer l'exécution de la décision rendue en faveur de l'Assuré par le juge.

L'Assureur prend en charge, sous réserve de son accord préalable (sauf mesures conservatoires urgentes), en phase amiable ou judiciaire et dans la limite du plafond d'indemnisation indiqué aux Conditions Particulières :

- ↳ les frais de constitution de dossier
- ↳ les frais et honoraires d'expert, d'huissier, d'avocat et autres auxiliaires de justice
- ↳ les dépens

**Ne sont pas pris en charge :**

- ↳ **les amendes pénales ou civiles et les pénalités de retard**
- ↳ **les dommages et intérêts et autres indemnités compensatoires**
- ↳ **les cautions pénales**
- ↳ **les condamnations en principal et intérêts**
- ↳ **les honoraires de résultat**

### 5.3 – Seuil d'intervention :

L'Assureur exclut les litiges dont l'intérêt est inférieur au montant indiqué aux Conditions Particulières.

### 5.4 – Libre choix de l'avocat :

En application de l'article L 127-3 du Code des Assurances, lorsque l'intervention d'un avocat ou de toute personne qualifiée par la législation ou la réglementation en vigueur, pour défendre, représenter ou servir les intérêts de l'Assuré est nécessaire, l'Assuré a la liberté de le choisir.

Le libre choix de l'avocat s'exerce également chaque fois qu'un conflit d'intérêt l'oppose à l'Assureur, c'est-à-dire l'impossibilité pour l'Assureur de gérer, de façon indépendante, un litige qui s'élève, par exemple, entre deux de ses assurés ou si l'Assuré est détenteur d'un autre contrat auprès de l'Assureur protection Juridique, dont l'application des garanties sont éventuellement applicables dans le cadre du contentieux en cours.

Lorsque l'Assuré choisira lui-même son défenseur, seront pris en charge ses frais et honoraires dans la limite des montants indiqués par l'Assureur.

## CHAPITRE 6 : LA DÉCLARATION DE SINISTRE

L'Assuré s'engage, dès qu'il en a connaissance, à déclarer par écrit à l'Assureur, tout fait susceptible d'entraîner la mise en œuvre des garanties du présent contrat et à lui communiquer toutes pièces et éléments de preuves nécessaires à la conduite du dossier. Sauf cas d'urgence et dispositions conservatoires qui en découleraient, l'Assuré s'interdit de saisir directement un avocat ou toute personne qualifiée par la législation ou la réglementation en vigueur, sans en avoir préalablement référé à l'Assureur, À défaut, l'Assureur peut alors refuser la prise en charge des frais et honoraires appelés ou réglés antérieurement à la déclaration.

### 6.1 – Subrogation

- ↳ En application de l'article L121-12 du Code des Assurances, l'Assureur est subrogé dans les droits et actions de l'Assuré contre les tiers, pour la récupération des sommes qu'il a engagées.

### 6.2 – Prescription

- ↳ En application des articles L114-1 et L114-2 du Code des Assurances :
  - Toute action dérivant du présent contrat est prescrite par deux ans à compter de l'évènement qui y donne naissance.
  - L'interruption de prescription peut résulter :
    - de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception
    - d'une action en justice (même en référé)
    - de la désignation amiable ou judiciaire d'un expert à la suite d'un sinistre

**Tout retard dans la déclaration de sinistres ou dans la transmission des pièces ne pourra impliquer qu'une réduction de l'indemnité à laquelle l'Assuré peut prétendre et dans la limite du préjudice subi et prouvé par l'Assureur en raison de ce retard. L'Assuré est dispensé de déclarer à l'Assureur les sinistres dont il ne réclame pas l'indemnisation.**

**Dans tous les cas, il appartiendra à l'Assuré :**

- ↳ d'informer l'Assureur lors de la déclaration de sinistre, où en cas d'impossibilité lors d'une déclaration ultérieure faite dans les plus brefs délais : la date et les circonstances du sinistre, la nature et le montant approximatif des dommages, les garanties souscrites sur les mêmes risques auprès d'autres assureurs,
- ↳ transmettre à l'Assureur dans un délai de 30 jours un état des pertes, c'est-à-dire un état estimatif et détaillé, certifié sincère et signé par l'Assuré, des biens assurés, endommagés, détruits et sauvés,
- ↳ communiquer, sur simple demande de l'Assureur et dans les plus brefs délais, tous autres documents nécessaires à l'expertise,
- ↳ transmettre à l'Assureur, dès réception, tout avis, lettres, convocations, assignations, actes extra-judiciaires et pièces de procédure qui seraient adressés, remis ou signifiés à lui-même ou à ses préposés, concernant un sinistre susceptible d'engager sa responsabilité.

**L'Assureur s'engage à prendre toutes dispositions pour instruire les dossiers :**

- dans le respect des délais de procédure (amiable ou judiciaire)
- mettre en œuvre tous les moyens adaptés pour assister et obtenir à l'Assuré la conclusion la plus favorable quant au jugement du litige.

### 6.3 – Arbitrage :

En cas de désaccord entre l'Assureur et l'Assuré pour la conduite du dossier, il sera fait appel à un arbitre désigné d'un commun accord pour régler le différend. À défaut, celui-ci est désigné par le Président du Tribunal Judiciaire statuant en référé.

Les frais exposés pour la mise en œuvre de l'arbitrage sont à la charge de l'Assureur, sauf décision contraire du Président du Tribunal Judiciaire.

Si l'Assuré engage à ses frais une procédure contentieuse et obtient une solution plus favorable que celle proposée par l'Assureur ou l'arbitre, il est indemnisé des frais exposés pour l'exercice de cette action dans la limite du montant de la garantie et dans la mesure où la décision est définitive.

# CONDITIONS PARTICULIÈRES

## CHAPITRE 1 : L'OBJET DE LA GARANTIE

### 1.1 - PROTECTION JURIDIQUE PERSONNE MORALE

- en cas de litige ou en prévention à un litige (en demande comme en défense), d'assister l'Assuré en vue de la recherche d'une solution amiable et lorsque la situation nécessite que l'affaire soit portée devant les tribunaux, la prise en charge des frais de déplacements et honoraires d'avocats, d'auxiliaires de justice et/ou d'experts dans le cadre des procédures correspondantes.

La garantie est ainsi acquise pour tous les litiges nés de l'exercice de toutes les compétences de l'Assuré et notamment du fait des services suivants :

- de litiges nés de ses rapports avec les autres collectivités,
- de litiges avec les administrés quant au fonctionnement, non fonctionnement ou mauvais fonctionnement des services de l'Assuré et ou nés de la gestion des biens du domaine public ou privé de l'Assuré,
- des litiges relatifs à un conflit individuel de travail opposant l'Assuré à l'un de ses agents,
- des litiges en matière de protection sociale : défense des intérêts de l'Assuré lorsqu'il est impliqué dans un litige en matière d'affiliation, de cotisation ou de prestations l'opposant à un organisme social, de prévoyance ou de retraite,
- des litiges relatifs à son patrimoine immobilier ou mobilier,
- des litiges avec les cocontractants, publics ou privés, dans le cadre de passation de contrats et marchés,
- des litiges nés de la contestation des délibérations de l'assemblée délibérante, arrêtés et décisions de l'autorité,
- des litiges relatifs aux compétences attribuées ou étendues par les textes sur la décentralisation et notamment en matière d'urbanisme.
- des litiges survenant au cours d'opérations d'expropriation, de remembrement, de bornage
- litiges liés à la qualité de bailleur de l'Assuré

### 1.2.- PROTECTION FONCTIONNELLE (DÉFENSE PÉNALE DES ÉLUS ET DES AGENTS)

- de garantir, par référence à l'article 11 de la Loi n° 83-634 du 13 / 07 / 1983 modifié par la Loi n°2021-1109 du 24/08/2021 et à l'article 10 de la Loi n° 2000-647 du 10 / 07 / 2000, la défense pénale de tous élus et/ou agents de l'Assuré, titulaires ou non, dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions lorsqu'ils sont poursuivis en qualité d'auteur, de co-auteur ou de complice d'une infraction pénale non intentionnelle, résultant d'une maladresse, d'une imprudence, d'une négligence ou inattention, d'une méconnaissance ou inobservation des lois et règlements, d'un manque de précaution ou d'une abstention fautive, n'ayant pas le caractère d'une faute personnelle détachable du service.

La présente garantie est étendue :

- ↳ au paiement par l'Assureur, des frais relatifs à la protection des agents en cas de menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion de leurs fonctions.
- ↳ au paiement par l'Assureur, conformément à l'article 112 de la loi n° 2003-239 du 18 / 03 / 2003, des frais de protection pour les parents des agents et des élus affectés à des tâches de sécurité intérieure, lorsqu'ils sont victimes de menaces, violences, injures, outrages ou voies de fait.
- ↳ pour les communes exclusivement, à la prise en charge, conformément à la Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019, de l'obligation de conseil juridique, de l'assistance psychologique et des frais de protection du maire et de l'élu suppléant, ou ayant reçu délégation, en cas de crise.

## CHAPITRE 2 : LES BÉNÉFICIAIRES DE LA GARANTIE

- l'Assuré dans le cadre des activités liées à son statut, pour la protection juridique
- le Maire, l'élu le suppléant ou ayant reçu une délégation pour la commune
- le Président, le vice-président ayant reçu délégation pour l'EPCI
- les agents (titulaires, stagiaires ou contractuels y compris les agents en détachement et/ou mis à disposition) et anciens agents le cas échéant
- les conjoints, les enfants et ascendants directs des agents et des élus

Par extension, un ancien agent de l'Assuré, bénéficie de la qualité d'Assuré, si les faits constitutifs du litige sont survenus alors qu'il était préposé de l'Assuré.

## CHAPITRE 3 : LES ÉLÉMENTS DE TARIFICATION

<b>3.1 – NOMBRE D'AGENTS</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>↳ Agents Cnracl : 29</li> <li>↳ Agents Ircantec : 26</li> <li>↳ Agents de droit privé : 1</li> </ul>
<b>3.2 – NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL</b>	↳ 17
<b>3.3 – MASSE SALARIALE BRUTE EN EUROS</b>	↳ 2 500 000 €

## CHAPITRE 4 : LES MONTANTS GARANTIS / LES SEUILS D'INTERVENTION

## 4.1 – PROTECTION JURIDIQUE PERSONNE MORALE

- Plafond d'indemnisation : 50 000 € / litige
  - ↳ Il est entendu que la prise en charge des honoraires de l'avocat librement choisi par l'Assuré s'effectuera sur la base du barème contractuel de l'Assureur (*document annexé à l'acte d'engagement*)
- Seuil d'intervention :
  - ↳ action amiable : néant
  - ↳ action judiciaire : 500 €
- Extension(s) de garanties :
  - ↳ litiges liés à l'expropriation le cas échéant
  - ↳ litiges liés à la qualité de bailleur de l'assuré

## 4.2 – PROTECTION FONCTIONNELLE (DÉFENSE PÉNALE DES AGENTS ET DES ÉLUS)

- Plafond d'indemnisation : 50 000 € / litige
  - ↳ Il est entendu que la prise en charge des honoraires de l'avocat librement choisi par l'Assuré s'effectuera sur la base du barème contractuel de l'Assureur (*document annexé à l'acte d'engagement*)
- Seuil d'intervention : néant
- Extension(s) de garanties :
  - ↳ prise en charge des dépenses engagées par l'Assuré pour la protection d'un agent ou d'un élu ou de leur famille, victime de menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages : à concurrence de 15 000 € / sinistre

## CHAPITRE 5 : LES DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

5.1 – Les garanties du contrat s'appliquent pour tous les litiges :

- ↳ dont l'origine est déterminée entre la date de prise d'effet du contrat et sa date de résiliation (l'origine du litige étant définie par la date à laquelle les parties entrent en conflit et non par le fait générateur qui les oppose)
- ↳ déclarés à l'Assureur dans un délai maximum de 12 mois après la date de résiliation du contrat.

5.2 – Dès lors que la garantie sera mise en cause, les bénéficiaires de la garantie auront **libre choix de l'avocat** ou de la personne qualifiée pour défendre leurs intérêts.

Toute saisine d'un avocat ou d'un conseil ne pourra se faire sans l'accord de l'Assureur. L'Assuré doit déclarer le litige à l'Assureur avant d'entamer une quelconque action ou démarche, les frais antérieurs à la déclaration ne sont pas pris en charge par l'Assureur.

5.3 – En cas de conflit d'intérêt, entre l'Assureur et l'Assuré, ou de désaccord quant au règlement du litige, il sera fait appel à un arbitre désigné d'un commun accord pour régler le différend. À défaut, celui-ci est désigné par le Président du Tribunal Judiciaire statuant en référé.

Les frais exposés pour la mise en œuvre de l'arbitrage sont à la charge de l'Assureur, sauf décision contraire du Président du Tribunal Judiciaire.

Si l'Assuré engage à ses frais une procédure contentieuse et obtient une solution plus favorable que celle proposée par l'Assureur ou l'arbitre, il est indemnisé des frais exposés pour l'exercice de cette action dans la limite du montant de la garantie et dans la mesure où la décision est définitive.

5.4 – L'Assuré bénéficie de l'assistance et des conseils juridiques de l'Assureur, dans les domaines de droit garantis par le présent contrat, **y compris hors et en prévention d'un litige.**

5.5 – **Par dérogation à toutes clauses contraires, la garantie « protection juridique personne morale » est acquise pour tous litiges opposant l'Assuré à un constructeur d'un ouvrage (ou d'une partie d'ouvrage), ou de travaux de toutes natures réalisés sur ou dans un bâtiment, lorsque les dommages et/ou malfaçons objets du litige ne relèvent pas d'une garantie obligatoire en application de la circulaire n° 90-51 du 11 juillet 1990 du Ministère de l'Équipement et de l'alinéa 2 de l'article L 242-1 du Code des Assurances.**



## CHAPITRE 6 : LES ANTÉCÉDENTS

## 6.1 – MOTIF DU RENOUELEMENT

Fin de période.

## 6.2 – ANTÉCÉDENTS D'ASSURANCE

L'assuré déclare ne pas avoir fait l'objet, depuis 3 ans, d'une résiliation pour sinistre, défaut de paiement ou fausse déclaration, d'un contrat garantissant tout ou partie des mêmes risques.

Contrat en cours selon dispositions ci-après :

ASSUREUR(S)	SEUILS D'INTERVENTION	
SMACL	PJ DE LA PERSONNE MORALE	NÉANT / 500 €
	PROTECTION FONCTIONNELLE	NÉANT

- Le relevé des sinistres est joint en annexe.

# ANNEXES

## ANNEXE 1 – RELEVÉ(S) STATISTIQUE(S) DES SINISTRES